

citoyens âgés devraient avoir un revenu suffisant pour pourvoir à leurs besoins. Leur revenu ne devrait pas suffire uniquement à satisfaire leurs besoins essentiels. Ces personnes ont travaillé dur pour construire notre société. Elles n'en ont pas tiré beaucoup de revenu. C'est nous qui en retirons les avantages. Les qualités de pionnier de nos citoyens âgés ne sont pas estimées à leur juste valeur.

Souvent, nous considérons ces choses comme normales. Parce que nous vivons dans une société d'abondance, nous croyons mériter tout cela. Nous pensons parfois que parce que ces personnes n'ont pas gagné beaucoup pendant leurs années laborieuses, elles ne méritent pas une bonne pension. Je m'élève contre ceux qui pensent ainsi et refusent une pension suffisante à nos citoyens âgés. Nous sommes redevables à ceux qui ont jeté les bases de notre société, mais il ne faudrait pas monnayer leur apport à la société. Quiconque est dans les affaires se rend compte que le capital de base investi dans une collectivité augmente avec la prospérité de la société. Économiquement parlant, nous devons tenir compte de ces gens. Il est nécessaire qu'ils disposent d'un revenu suffisant pour leur permettre de vivre convenablement et avec dignité. Nous sommes en désaccord avec le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Munro). Il oublie que nos concitoyens ont apporté une contribution supérieure à sa stricte valeur monétaire.

J'aimerais parler un instant de certains habitants de ma circonscription, car il vaut mieux parler de cas précis plutôt que de citer des statistiques. Il nous faut considérer le problème des gens qui ont consacré leur vie à l'agriculture, qui ont déménagé dans un petit village voisin de leurs fermes et ont transmis leur exploitation à leur fils. Il est possible qu'ils disposent d'un logement suffisant dans le village et peut-être d'un peu d'argent. Ils peuvent en outre avoir une vieille voiture. Leur vie n'est pas trop désagréable tant qu'ils sont capables de conduire cette voiture. Pourtant, le Canada évolue et il arrive que les villages n'aient plus de magasins et nombreux sont ceux privés de médecin, de pharmacien, ou d'hôpital. Les gens doivent s'adresser ailleurs. Tant qu'ils peuvent conduire, la situation reste tenable. Leurs ennuis commencent quand ils ne peuvent plus conduire. Ils peuvent décider que le village ne leur convient plus et déménager dans une agglomération plus grande.

C'est quand ils essaient d'acheter une maison qu'ils s'aperçoivent que leurs ressources sont insuffisantes. Comme il leur est impossible de vendre leurs maisons de petit village à un prix normal, ils sont incapables de réunir le capital nécessaire à l'achat d'une maison dans un plus grand village.

Alors, ils décident de louer un appartement. Ils se rendent compte que les loyers sont hors de proportion avec le revenu auquel ils sont habitués. L'inflation a entamé leurs économies. Ils font maintenant face à un problème d'une extrême difficulté. Ils doivent rester à proximité des services médicaux, et ils veulent en même temps habiter près d'autres personnes âgées comme eux. Mais quand ils essaient de déménager, ils trouvent leurs ressources insuffisantes.

• (5.40 p.m.)

Les augmentations qu'on a annoncées sont encore trop faibles par rapport à leurs besoins. Dans certains cas, il y

[M. Thomson]

a des enfants qui peuvent aider leurs parents. Cela est tant mieux; nous nous déchargeons peut-être trop sur l'État de nos responsabilités familiales, de nos jours. Mais dans d'autres cas, les enfants n'acceptent pas cette responsabilité, ou n'en ont pas les moyens. Quand ces vieillards s'installent dans un milieu où les loyers sont élevés, ils s'aperçoivent que ce qui leur reste après avoir payé leur loyer n'est pas assez pour subvenir à leurs autres besoins.

J'ai parlé à des gens âgés pour qui les frais de transport en commun ont une grande importance. Ils ont été habitués autrefois à recevoir 20 billets pour un dollar. Aujourd'hui, à Ottawa, il en coûte 25 ou 30 cents pour se déplacer en autobus, comme le font la plupart des vieillards. Des dépenses de ce genre, insignifiantes pour la plupart d'entre nous, comptent pour les personnes âgées, notamment pour celles qui veulent participer aux activités que la société organise à leur intention.

Je pense à certains cheminots de Biggar près de chez moi qui étaient des gens laborieux et industriels. Ils ont épargné et acheté une maison; ils ont reçu une pension. Mais cette pension est tout à fait insuffisante pour subvenir à leurs besoins actuels. Ils épargnaient dans les années 30 et 40, alors que la valeur du dollar était élevée. Tel n'est plus le cas. Les impôts ont augmenté, tandis que le coût de la nourriture et des vêtements qu'ils doivent acheter est sans rapport avec les économies qu'ils ont pu faire. Ils sont pris dans un étau. Je ne parle pas de gens qui, comme la cigale de la fable, préfèrent se prélasser. Je parle de personnes diligentes qui ont épargné et qui ont utilisé leurs économies judicieusement, mais qui, en raison de l'évolution de la société, sont incapables de faire face aux problèmes actuels.

Quand je songe à ces personnes et aux arrangements qu'elles essaient de prendre, je ne peux m'empêcher de penser que nous devrions les considérer un peu plus comme des personnes et un peu moins comme des statistiques. Je suis certain que si le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social allait leur parler, il les verrait de la même façon; il n'a pas moins de cœur que nous tous. Parfois, ici, à Ottawa, le fait de parler de millions de dollars et de problèmes en termes de chiffres, nous oublions que quelque part, il y a quelqu'un. Nous devons examiner la question de façon moins impersonnelle.

Je ne veux pas insister. J'ai l'impression que nous pouvons faire plus que nous ne faisons. J'ai aimé la proposition de l'un des orateurs qui m'ont précédé de réexaminer la question dans un an ou deux. La solution que nous offrons ne me paraît pas satisfaisante. Si nous ne pouvons pas faire plus pour le moment, nous ne devons pas attendre trop longtemps avant d'étudier de nouveau le problème, car l'inflation est bien réelle et à moins de faire quelque chose pour établir les loyers en fonction de ce que les gens peuvent payer, le problème s'aggravera au lieu de s'atténuer. Il nous incombe de prendre soin des personnes âgées mieux que nous ne l'avons fait jusqu'ici.

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, je sens que je dois intervenir dans ce débat pour défendre les vieillards de ma circonscription de Regina-Est, de même que tous les vieillards où qu'ils vivent au Canada.